



Le Modèle de Développement de Meles et ses Impacts sur la Transformation Économique en Ethiopie

Par Teshome A. (PhD)¹



05/10/12

"Nous faisons des progrès sur le plan économique, bien que, pas nécessairement selon la prescription orthodoxe standard, alors certaines personnes pensent qu'il doit y avoir un problème ..."

Le Premier Ministre Meles Zenawi

1. Introduction

Le 20 Août 2012, l'Éthiopie a perdu son valeureux fils, le défunt premier ministre Meles Zenawi. Lorsque les médias d'Etat ont annoncé sa mort, plusieurs agences de presse internationales ont rapporté la mort du premier ministre d'après leur perception de l'homme qu'il était. De nombreux journaux ont évoqué sa contribution significative au développement social, économique et politique du pays. Contrairement à ceux-ci, peu d'individus et d'organisations ont essayé d'écrire un rapport contre l'état des choses qui a prévalu dans le pays. Par exemple, l'International Crisis Group (ICG) a déclaré que le développement économique tant salué de l'Éthiopie n'était pas aussi robuste ou sans frais que Meles l'aurait voulu ou que la communauté internationale le croit (ICG, 2012). Ce type de rapport ou d'analyse erroné est principalement dû à une mauvaise compréhension du développement social et économique récent dans le pays ou intentionnellement interprété comme allant à l'encontre de la contribution de notre défunt premier ministre Meles Zenawi. Les Chicago Boys comme ICG et Mesay Kebede qui voudraient façonner l'Éthiopie à leur propre image ne peuvent pas comprendre la transformation structurelle dominante observée en Éthiopie au cours des huit dernières années. Il est de la responsabilité de tous les Éthiopiens de se souvenir et de maintenir l'héritage de notre défunt premier ministre. Nous voulons une Éthiopie stable et prospère ainsi qu'une nation indépendante qui dépend de la vision de ses dirigeants. Je pense que ceci va à l'encontre des intérêts de l'ICG et de ses universitaires. Durant son mandat en tant que Président et Premier Ministre, Meles Zenawi était un leader, un décideur politique et un bâtisseur de la nation. Dans l'une de ses monographies publiée à l'Université de Chicago, Meles Zenawi affirme que le modèle néolibéral constitue une impasse incapable de générer la renaissance de l'Afrique. À cet effet, il recommande catégoriquement un changement fondamental dans le cadre d'un nouveau modèle et la nécessité pour les États Africains en général, et l'Éthiopie en particulier, d'évoluer vers un état de développement. Contrairement à ses homologues leaders africains contemporains, Meles s'est brillamment distingué comme un activiste économique en faveur des pauvres et un acteur incontournable dans le discours des néolibéraux (Alazar Kebede, 2012). Dans son discours sur les « Défis et les Visions pour le Développement de l'Afrique », Meles a déclaré que les conditions de l'Afrique restent précaires et sans refonte totale de notre trajectoire de développement, il serait peu probable que l'Afrique soit capable de générer des changements significatifs dans le domaine économique. L'objectif de cet article est

¹ Travaillant comme assistant professeur d'économie à Ethiopia Civil Service University (ECSU): l'auteur peut être contacté par e-mail au: feysaduu@yahoo.com

de présenter le modèle de développement de Meles ainsi que sa contribution à la transformation économique en Ethiopie.

Cet article est composé de six sections dont une introduction. La deuxième section explique le concept de modèle de développement. La troisième section traite des principaux types de modèles de développement: Néolibéral et Développementiste. La quatrième section identifie l'argument majeur de notre défunt premier ministre sur l'état de développement démocratique. La cinquième section analyse la transformation économique réalisée dans le pays après la mise en place d'un Etat Développementiste en Éthiopie. La dernière section présente la conclusion et les recommandations.

2. Qu'est-ce qu'un Modèle de Développement

Le modèle de développement est une manière de penser totalement nouvelle qui peut apporter une transformation sociale, économique et politique afin d'améliorer le bien-être de la société. C'est une modalité ou une voie à suivre pour réaliser le développement, basée sur un ensemble d'activités codifiées et/ou sur une vision concernant le fonctionnement et l'évolution d'un système socio-économique (FAO, 2011). En d'autres termes, un modèle de développement est un système économique de développement composé de fonctions interactives entre marchés, gouvernements et institutions (ADB, 2003). Il devrait être compris comme un énoncé des valeurs fondamentales auxquelles une nation ou un groupement régional devrait adhérer dans le futur chaque fois qu'il formule des politiques, fait des choix stratégiques et prend des mesures administratives. Selon Abonyi Nichodemus Nnaemeka (2009), les hypothèses de base du modèle de développement sont les suivantes:

Le développement n'est pas la croissance économique même si la croissance économique en détermine en grande partie la possibilité. Un modèle de développement ne peut donc pas être jugé simplement par sa propension à la croissance économique, bien que ce critère de jugement ne soit pas étranger à sa validité.

Le développement n'est pas un projet mais un processus.

Le développement est le processus par lequel les populations et leurs circonstances de vie se créent et se recréent afin d'atteindre des niveaux supérieurs de civilisation en accord avec leurs propres choix et valeurs.

Le développement est quelque chose que les populations doivent faire pour eux-mêmes, bien que l'aide des autres puisse le faciliter. Si les populations se retrouvent au bout du développement, comme c'est le cas, ils en sont aussi nécessairement ses agents et ses outils.

L'Afrique et l'environnement mondial doivent être pris tels quels et non comme ils devraient être. Ce que le modèle apporte, c'est une idée de ce qu'ils peuvent être.

3. Les Types de Modèles de Développement

L'idée de développement économique a reçu plus d'attention après la Seconde Guerre Mondiale lorsque le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi. Le développement économique fait référence à la réorientation et la réorganisation de tout un système économique dans le but d'améliorer le bien-être de la société. Les défis des années 1950 ont déterminé quel type de modèle de développement permettrait aux pays en développement d'atteindre une croissance

économique durable. Au cours de la période postindépendance, les pays en développement se sont principalement concentrés sur la construction de la nation et l'intervention du gouvernement. Après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, avec l'émergence d'États nouvellement indépendants en Afrique et en Asie, la Communauté Internationale avait adopté un modèle de développement dirigé par l'État, destiné à susciter l'industrialisation et l'entrepreneuriat par des efforts intensifs et délibérés de l'État (V. Fritz et A. Rocha Menocal, 2006). À l'exception de certains pays d'Asie de l'Est, la plupart des pays en développement, en particulier les pays d'Afrique Sub-Saharienne (ASS), ont échoué dans leurs efforts de développement.

Bien qu'il y ait eu différentes écoles de pensées depuis 1776, un changement net concernant le modèle de développement a commencé dans les années 1980. Jusqu'à la grande dépression économique de 1927, l'économie classique² avait influencé ou était la pensée économique dominante. Mais après 1936, John Menard Keynes a défié la pensée économique classique en encourageant une plus grande participation du gouvernement dans l'économie. En général, on peut observer deux différents modèles de développement au début des années 1980, connus sous les appellations modèles de développement néolibéral et de développement étatique.

3.1 Le Modèle de Développement Néolibéral

Le modèle de développement Néo-libéraliste a été lancé au cours des années 1960 par un groupe de professeurs de l'Université de Chicago, principalement par Milton Friedman³. C'est une idéologie basée sur le libéralisme économique. L'idéologie privilégie les politiques basées sur les théories néoclassiques de l'économie qui minimisent le rôle de l'État dans la gestion de l'économie et préconisent un plus grand rôle pour le secteur des entreprises privées. Le Néolibéralisme cherche à transférer le contrôle d'une économie du secteur public au secteur privé, avec la conviction qu'il va produire une gouvernance plus efficace et ainsi améliorer la santé économique de la nation.

L'hypothèse de base du néolibéralisme⁴ est que les êtres humains essaieront toujours de mettre leur propre profit au premier plan. Telle est la nature du désir humain recherchant le profit, recourant à la corruption et l'inefficacité lorsque l'intervention du gouvernement est plus élevée dans l'économie. La seule solution pour résoudre ce problème est de réduire le plus rapidement possible l'intervention du gouvernement et de promouvoir le système économique du marché libre⁵. Le modèle de développement néo-libéral⁶ encourage une intervention minimale du gouvernement⁷ parfois

² C'est l'une des pensées économiques dominantes qui préconise que le résultat du marché est plus efficace que l'intervention du gouvernement.

³ Milton Friedman (31 Juillet 1912 - 16 Novembre 2006) était un économiste, statisticien et auteur qui a enseigné à l'Université de Chicago pendant plus de trois décennies

⁴ Le Néolibéralisme n'est pas un mouvement qui est simplement apparu du jour au lendemain. Au lieu de cela, c'est un processus qui s'est développé au fil du temps découlant d'un marché mondial en évolution. Dans les années 1970, les régimes autoritaires ont joué un rôle clé dans les économies de leurs pays respectifs

⁵ Ici, le point principal est que le néolibéral ne considère pas la possibilité d'une défaillance du marché. Pour eux, l'offre et la demande représentent le bénéfice et le coût adéquat des biens et services produits dans l'économie.

⁶ Les universitaires, les décideurs, les chefs d'entreprise, les politiciens et les faiseurs d'opinion néolibéraux ont ainsi soutenu que la concurrence sur le marché devrait être le principe directeur de plus en plus de domaines de la vie, depuis la production automobile, aux offres de services de santé. Une politique qui consiste à enlever à l'État sa «participation excessive» dans l'économie et dans la société.

⁷ Le libéralisme classique est souvent associé à la conviction que l'État devrait être *minime*, ce qui signifie que pratiquement tout, sauf les forces armées, l'application des lois ainsi que les autres «biens irrecevables», devrait être laissé libre aux mains des citoyens, et les formes d'organisations qu'ils choisissent librement d'établir et auxquelles ils prennent part. Ce type d'État est parfois décrit comme «état-veilleur de nuit», car le seul but de l'État minimal est de défendre les aspects les plus fondamentaux de l'ordre public

appelée «Etat veilleur de nuit» dont le rôle a été réduit à la protection de la propriété privée et à l'application des accords contractuels.

Au début des années 1980, une coalition grandissante de réformistes composée d'universitaires, de décideurs et d'élites politiques avait demandé l'abandon du modèle de développement dirigé par l'État et le retour à une économie de marché. Ils ont accusé la mauvaise gestion économique du gouvernement d'avoir aggravé le chômage, l'inflation et les crises de la dette dans les pays en développement. Il a été supposé que trois facteurs majeurs ont contribué à la mise en œuvre du modèle de développement néolibéral. Premièrement, la crise économique qui a frappé les pays d'Amérique Latine et d'Afrique était si grave que les dirigeants politiques n'ont eu d'autre choix que d'adopter des réformes néolibérales. Deuxièmement, la pression des organisations financières internationales a forcé les politiciens à adopter des politiques de stabilisation et des réformes néolibérales. Troisièmement, les gouvernements ont mis en œuvre des programmes néolibéraux radicaux parce qu'ils cherchaient à améliorer la croissance économique globale et que la stratégie du «choc» était plus efficace que des approches plus graduelles.

La communauté d'aide internationale, dirigée par le FMI et la Banque Mondiale, a adopté un ensemble de politiques économiques néolibérales à travers le PAS⁸. Le PAS comportait deux objectifs: la stabilisation macroéconomique et la réforme structurelle. Comme mentionné ci-dessus, l'objectif principal du modèle de développement néolibéral était de réduire la participation du gouvernement et de promouvoir le marché dans la production et la distribution de biens et de services. Afin de réduire l'implication du gouvernement dans l'économie, le modèle de développement néolibéral a préconisé ou encouragé la Discipline Fiscale (une politique de lutte contre les déficits commerciaux); Priorisation des Dépenses Publiques (réduire les dépenses en supprimant les subventions); Réforme fiscale; la Libéralisation Financière (vers des taux d'intérêt déterminés par le marché); Taux de change compétitifs ; Libéralisation des échanges (remplacer les licences par des droits de douane et réduire les droits de douane); Investissement Etranger Direct (supprimer les obstacles et les frontières); Privatisation ; Déréglementation (des obstacles à la concurrence); Établir et Etendre les droits de propriété.

Ce modèle de développement a été mis en œuvre en Afrique Sub-Saharienne du début des années 1980 à la fin de 1990. Alors que le néolibéralisme a remporté du succès, en particulier dans sa capacité à devenir la force idéologique dominante parmi les décideurs et les diverses organisations mondiales ; jusqu'à présent, il a été incapable⁹ de résoudre les problèmes endémiques de vulnérabilité des pays en développement face aux forces extérieures, à l'exclusion sociale et à la pauvreté et a même contribué à aggraver certains d'entre eux. Au niveau national et international, les politiques néolibérales ont conduit à un transfert massif de ressources et de pouvoirs des institutions publiques vers les institutions privées, réduisant ainsi les moyens et la capacité des citoyens ordinaires à définir, protéger et promouvoir l'intérêt général.

⁸ Les Programmes d'Ajustement structurel (PAS) obligeaient les gouvernements à réorienter leurs dépenses des services publics et des entreprises publiques vers le service de la dette.

⁹ Les statistiques sur le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale éclairent assez ce point. La part d'exportation de l'Afrique dans les échanges mondiaux, par exemple, qui était de 2,4% en 1970, est tombée à 1,4% en 1990. Même sa part des produits primaires non pétroliers est tombée de 7% à moins de 4% pendant la même période (Abonyi Nichodemus Nnaemeka, 2009).

Le néolibéralisme a remodelé le monde à sa propre image¹⁰ ; il a remplacé la prise de décision publique par une logique économique et le lien social par une rationalité de marché formaliste et individualiste (Martin Konings, 2009). Il porte le blâme pour une recrudescence des crises économiques et sociales en Afrique. Selon Getahun Tafesse (2004), certaines des raisons pour lesquelles le Programme d'Ajustement Structurel a généralement échoué sont:

Le programme est caractérisé par une conditionnalité «descendante», qui est déterminée par le Consensus de Washington;

Il n'y a eu aucune «appropriation» par les pays qui ont adopté le programme;

Des «fondamentaux économiques erronés» qui expliquent davantage comment les systèmes économiques hautement développés actuellement fonctionnent, par opposition à la façon dont les économies pauvres peuvent relancer et lancer un processus dynamique de l'intérieur;

Le programme n'a pas su apprécier et prendre en compte les facteurs « institutionnels »

Les décennies inspirées du PAS en Afrique sont aujourd'hui souvent appelées «décennies perdues» et la persistance de la crise de pauvreté a conduit les bailleurs de fonds internationaux à réviser et recentrer leurs programmes d'aide sur les stratégies de réduction de la pauvreté à travers l'allègement des dettes. C'est pourquoi, depuis le milieu des années 1990, un certain nombre de gouvernements, d'ONG et d'autres organisations ont entrepris de mettre au point un autre modèle de développement néolibéral. Non seulement cela, mais même les organisations internationales qui avaient promu une intervention gouvernementale minimale ont réalisé l'importance d'un gouvernement fort dans une économie.

3.2. Le Modèle de l'Etat développementiste

Ayant constaté l'échec du modèle de développement néolibéral dans la résolution des problèmes économiques dans les pays en développement, divers auteurs ont suggéré des alternatives au modèle du développement néolibéral¹¹. L'une des alternatives prédominantes et influentes que ces chercheurs ont avancées est le modèle de développement par l'état développementiste¹². Le concept de l'Etat Développementiste¹³ aborde le rôle de l'État dans le processus de transformation structurelle. Le terme *Etat Développementiste* fait référence à un Etat qui intervient et guide la direction et le rythme du développement économique. L'État Développementiste, comme modèle de développement, désigne une situation où l'État/Gouvernement est prévu pour influencer la direction et le rythme du développement économique

¹⁰ Dans ces conditions, l'Afrique s'est lourdement endettée. Le pourcentage de la dette de l'Afrique Sub-Saharienne en rapport au PNB était de 28,6% en 1980 et de 107,9% en 1991. Par rapport aux exportations totales, elle était de 96,6% en 1980 et de 329,4% en 1991. Le service de la dette représentait 10,9% des exportations en 1980 et 20,8% en 1981. (Banque mondiale 1993e: 285).

¹¹ Le Rapport sur le Développement dans le Monde de 1997 était donc consacré à «repenser l'État» et avait réitéré que «l'État est essentiel au développement économique et social». Depuis lors, les praticiens du développement et les universitaires sont de plus en plus conscients de ce que cela signifie ; notamment que l'orientation et l'efficacité de l'Etat constituent la variable critique expliquant pourquoi certains pays réussissent alors que d'autres échouent dans la réalisation des objectifs de développement

¹² Le terme « Etat Développementiste » a dominé le discours du développement, notamment à la suite de la croissance économique rapide des pays de l'Est Asiatique (tel que le Japon, la Malaisie, Singapour et la Corée du Sud).

¹³ Dans son usage contemporain, le concept d'Etat Développementiste a été inventé par Chalmers Johnson (1982) qui l'a utilisé pour décrire la croissance phénoménale de l'économie japonaise et son industrialisation rapide après la Seconde Guerre Mondiale

en intervenant directement dans le processus de développement plutôt que de dépendre de l'influence non-coordonnée des forces du marché pour allouer les ressources économiques. Un état développementaliste est défini comme un Etat qui place le développement économique au premier rang des priorités de la politique gouvernementale et qui est capable de concevoir des instruments efficaces pour promouvoir un tel objectif.

Il s'est imposé le devoir d'établir des «objectifs sociaux et économiques substantiels» pour guider les processus de développement et de mobilisation sociale. Cela implique l'importance d'une intervention accrue du gouvernement dans les domaines où le marché n'a pas pu fournir des biens et des services. En fait, le cours sur l'économie du secteur public que j'enseigne dans notre université explique la raison d'être de cette intervention du gouvernement. En raison de la défaillance du marché, l'intervention du gouvernement est nécessaire pour parvenir à un développement économique rapide et durable et à réduire les inégalités de revenus. À ce stade, personne n'a expliqué comment le modèle du développement néolibéral pourrait permettre la fonction de l'État ou du gouvernement sus-mentionnée. La CEA (2011) soutient que les États Africains ont trois grandes tâches de développement à réaliser avant de parvenir à une transformation économique: planifier le processus, formuler des politiques appropriées et mettre en œuvre les plans et les politiques en question.

Selon Esteban Pérez Caldentey (2009), l'état développementaliste¹⁴ présente les caractéristiques suivantes : Premièrement, l'Etat Développementaliste peut être perçu comme un Etat interventionniste. Deuxièmement, cela n'implique pas qu'il fasse un usage intensif de l'appropriation du public. Au contraire, l'Etat Développementaliste¹⁵ tente d'atteindre ses objectifs grâce à un ensemble d'instruments tels que crédits d'impôts, allègements fiscaux, subventions, contrôles à l'importation, promotion des exportations et les instruments de politiques financières et de crédits directs et ciblés qui appartiennent au domaine de l'industrie, du commerce et de la finance. Troisièmement, le degré et le type d'intervention gouvernementale varient dans le temps en termes de portée et de contenu. Cela peut dépendre de différents facteurs, tels que les circonstances externes/internes, et du cycle de vie de l'industrie que l'État essaie de développer. Quatrièmement, l'Etat Développementaliste exige l'existence d'un appareil bureaucratique pour mettre en œuvre le processus de développement planifié. Enfin, l'Etat Développementaliste exige la participation active et une réactivité du secteur privé à l'intervention de l'État.

Nombreux sont ceux qui affirment qu'un Etat Développementaliste n'existera que lorsque l'Etat possèdera la vision, le leadership engagé et la capacité d'apporter une transformation positive à la société dans une courte période de temps. Une telle transformation peut prendre différentes formes.

Dans les exemples classiques de l'Est Asiatique, il visait à accélérer la croissance tout en renforçant les possibilités de participer à l'économie moderne ---le plus souvent par l'expansion des services publics tels que l'éducation, la santé et la vulgarisation agricole. Ce sont des domaines centraux où le modèle du néolibéralisme a échoué en Afrique. Les Etats

¹⁴ L'idée de la DS est étroitement associée à Chalmers Johnson et à son analyse séminale de la reconstruction et de la (ré) industrialisation, très rapide et très réussie, de l'après-guerre au Japon

¹⁵ Fondamentalement, alors que l'«État Développementaliste» souligne l'efficacité de l'État, le concept de «bonne gouvernance» met l'accent sur la nécessité de contrôler l'État

Développementistes sont marqués par une combinaison de capacités, de visions, de normes et/ou d'idéologies pour résoudre les problèmes sociaux et économiques.

Par conséquent, les États en développement qui réussissent peuvent avoir un certain nombre de caractéristiques communes. Premièrement, ils ont formulé une vision claire du développement futur de l'économie, ce qui a fourni une approche de bon sens pour coordonner l'évolution des différentes parties du système économique. Deuxièmement, ils ont parfois encouragé l'émergence d'élites politiques qui ne sont pas engagées d'abord et avant tout dans le renforcement et la perpétuation de leurs propres privilèges. Troisièmement, ils ont mis en place des structures bureaucratiques techniquement compétentes qui ont été relativement à l'abri des intérêts sectoriels et ont été capables d'agir dans l'intérêt général. Enfin, les États développementistes qui réussissent ont construit leur légitimité sur les résultats du développement, veillant à ce que les avantages du développement soient largement partagés et que la population participe activement au processus de formulation d'un projet commun de développement national.

4. Le Modèle de Développement de Meles

Aujourd'hui, les défis de développement dans le Tiers Monde restent sensiblement les mêmes qu'au début des années 1980. Plus de gens sont pauvres et affamés présentement et notre planète est dans une plus grande détresse environnementale. Les pays en développement ont besoin d'un nouveau modèle de développement pragmatique qui pourrait résoudre les problèmes sociaux et économiques existants. Comme indiqué ci-dessus dans la section 2, un modèle de développement est la pratique qui définit une discipline scientifique à un moment donné.

Meles Zenawi (2009) a affirmé que le résultat final du néolibéralisme a en fait révélé que nous ne pouvons avoir ni croissance et transformation significatives ni libéralisation soutenue et stabilité macroéconomique. Au cours de sa vie, notre défunt premier ministre a identifié un ensemble d'hypothèses, de concepts, de valeurs et de pratiques qui constituent une façon de voir la réalité partagée par la communauté, en particulier dans une discipline intellectuelle. Beaucoup affirment qu'il était à l'origine de plusieurs idées nouvelles en Éthiopie et en Afrique. Pour n'en citer que quelques-uns dont il a été le pionnier: la renaissance Ethiope, le NEPAD, le développement économique vert, le pool de croissance et une voix pour l'Afrique. Dans cette section, je vais me concentrer sur son modèle de développement, l'Etat Développementiste Démocratique.

Selon Meles, un État développementiste démocratique peut se définir comme un État capable de déployer son autorité, sa crédibilité et sa légitimité de manière contraignante pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes de développement favorisant la transformation et la croissance, ainsi que l'expansion des capacités humaines. Un tel Etat prendra comme objectif socio-économique global, la croissance à long terme et la transformation structurelle de l'économie, avec équité. Dans un Etat développementiste démocratique, les fruits d'un développement réussi devraient gagner le soutien populaire, ce qui est confirmé par une série d'élections. Ainsi, l'Etat développementiste démocratique gagne sa légitimité et conserve son pouvoir pendant longtemps à la fois par la performance économique et la procédure démocratique. Il est constitué de trois composantes: l'introduction de la démocratie, le rôle actif du gouvernement et la base du soutien politique.

Meles a encouragé plus d'intervention du gouvernement pour rectifier les défaillances du marché et réaliser un développement économique durable avec une inégalité de revenu moindre. Meles a également affirmé que la pratique antérieure a montré que l'intervention de l'État a été cruciale dans le processus de développement. Il a estimé que la croissance économique en faveur des pauvres devrait être la principale nature de l'Etat développementaliste démocratique dans les pays en développement afin d'améliorer le bien-être de la nation. Selon lui, une participation massive à la croissance économique peut s'obtenir avec une intervention d'un gouvernement fort et stable. Il était fortement convaincu que la main invisible promue par les néolibéraux avait besoin d'une institution afin d'obtenir le juste prix et une production optimale.

Selon Meles, le modèle de développement néolibéral est responsable de l'échec économique en Afrique. Il soutient que le modèle néolibéral, qui suggère un État non activiste et non interventionniste, un État veilleur de nuit propice à la croissance économique, repose sur deux piliers. Le premier est que les marchés concurrentiels sont omniprésents¹⁶ et de niveaux Parétiennes efficaces¹⁷. Le second est la maximisation de la rente¹⁸ et la théorie du choix rationnel¹⁹. Notre défunt premier ministre a tenté d'expliquer comment ces deux piliers du modèle de développement néoclassique ne reflètent pas la réalité économique qui prévaut dans les pays en développement. En ce qui concerne le premier pilier, le marché concurrentiel ne peut pas toujours garantir l'efficacité de Pareto. Parce que l'efficacité de Pareto suppose qu'il y a une information parfaite et une libre circulation des facteurs de production. En outre, il suppose que l'objectif du producteur et du consommateur est de maximiser le profit et l'utilité, ce qui est hautement improbable dans la situation actuelle. L'autre point intéressant est que l'efficacité de Pareto ne considère pas l'aspect d'équité de l'économie.

Le deuxième pilier du néolibéralisme, l'intervention étatique minimale, était de réduire la maximisation de la rente et la théorie du choix rationnel. Selon cette argumentation, une plus grande intervention du gouvernement conduit à une maximisation des profits plus élevée en raison de la nature individualiste des humains. Ceci implique donc que les gens sont rationnels dans leur prise de décision et l'intervention du gouvernement n'est pas nécessaire. Meles explique que les profits générés par le gouvernement ne doit pas forcément être un gaspillage social. Cela ne devient un gaspillage que lorsque les individus voulant maximiser leur intérêts personnels l'utilisent pour créer de la richesse au détriment de la société et seulement si l'État est incapable d'améliorer le marché. Il a dit que ce n'est pas l'ampleur de l'intervention gouvernementale mais plutôt la nature du gouvernement qui augmente la recherche de rente. La conception appropriée et efficace de la structure gouvernementale peut réduire la maximisation des profits.

Le modèle néolibéral n'a pas réussi à éradiquer le système de la recherche de rente car il a nié le rôle du gouvernement en tant qu'agent dynamique du changement systémique. La vision naïve selon laquelle «le marché est bon, le

¹⁶ L'Omniprésence désigne généralement la présence de quelque chose dans toutes les parties d'une chose ou d'un lieu particulier.

¹⁷ L'efficacité de Pareto, ou optimalité de Pareto, est un concept en économie avec des applications en ingénierie. Le terme est nommé selon Vilfredo Pareto (1848-1923), un économiste Italien qui a utilisé le concept dans ses études sur l'efficacité économique et la distribution des revenus.

¹⁸ En économie, la recherche de la rente est une tentative d'obtenir une rente économique en manipulant l'environnement social ou politique dans lequel les activités économiques se produisent, plutôt qu'en créant de nouvelles richesses.

¹⁹ La Théorie du Choix Rationnel est une approche utilisée par les spécialistes des sciences sociales pour comprendre le comportement humain.

gouvernement est mauvais», qui prônait un gouvernement minimaliste, ne pouvait pas créer un agent assez puissant pour lancer un changement systémique dans les nouveaux pays en développement.

Selon le défunt premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, l'une des leçons sur le développement, tirées de la Corée du Sud et de Taiwan est leur capacité à libérer les communautés rurales des propriétaires privés à la recherche de profits et à instaurer des «structures de développement» grâce à une intervention gouvernementale sélective. Selon Meles, en Éthiopie, un État fort mène les autres membres de la société au développement. Un gouvernement mené par un dirigeant fort qui sait jouer des mesures d'incitation (carottes) et de dissuasion (bâtons) pour encourager les acteurs économiques tels que les agriculteurs, les travailleurs, les commerçants, les entrepreneurs et les investisseurs étrangers à jouer un rôle déterminant pour modifier les comportements basés sur la création de valeur plutôt que sur la recherche de profits.

Dans son discours lors de la cinquième Réunion des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique, qui s'est tenue à Addis Abeba le 26 mars 2012, le premier ministre a déclaré que les réformes de la gouvernance économique et politique appliquées en Afrique depuis plus de 30 ans n'ont pas apporté la croissance et la transformation; mais plutôt, la désindustrialisation, l'affaiblissement de l'Etat Africain ainsi que le malaise qui caractérise notre continent depuis trop longtemps. De plus, il a dit que nous devons libérer nos esprits des chaînes idéologiques néolibérales qui ont appauvri notre pensée et entravé notre progrès. Cette idéologie en faillite insiste pour que l'Etat Africain s'affaiblisse et limite son rôle à celui de veilleur de nuit.

Meles a encouragé un développement économique rapide avec une juste distribution des richesses. Selon lui, l'idéologie néolibérale nous dit que, en tant que gouvernements, nous devrions nous concentrer sur l'enseignement primaire et peut-être, dans une certaine mesure, sur l'enseignement secondaire. Le reste est à prendre en charge par le secteur privé et à financer par chaque famille. C'est là une recette pour l'échec et la perpétuation de la répartition inéquitable des richesses. Nous devons abandonner la prescription néolibérale et investir massivement dans l'enseignement supérieur et la formation technique et professionnelle en plus de l'enseignement primaire et secondaire. Et aussi encourager le secteur privé à combler les lacunes là où cela est possible.

Selon Meles, il est possible de réaliser un développement économique avec une gamme d'instruments politiques qui comprennent des approches commande-et-contrôle²⁰, des outils axés sur le marché, l'information, la coopération, l'éducation et la recherche. C'est pourquoi il a encouragé le marché de biens et de services qui peuvent être fournis par les résultats du marché. Quand le marché échoue en raison de la nature du bien public, du monopole du pouvoir et des effets externes, nous avons alors besoin de l'intervention du gouvernement pour corriger les défaillances du marché. À cet égard, Meles a déclaré que le point de vue néolibéral sur le rôle de l'État était basé sur leur jugement à caractère colonial du fonctionnement de l'État; il a souligné qu'ils n'ont aucun fondement empirique et théorique.

²⁰ Commande et contrôle: Ce sont des règles et des objectifs qui sont établis par l'État et qui sont exécutés juridiquement. Ils peuvent atteindre de nombreux objectifs, tels que l'augmentation des ressources ou l'efficacité énergétique; la réduction des émissions, des déchets et l'utilisation de substances toxiques; et la protection des écosystèmes. Ils peuvent également viser à encourager l'utilisation de certaines technologies, aborder le principe du pollueur-payeur et à surveiller la conformité aux réglementations existantes

Selon Meles l'Etat ne devrait pas suivre le marché, c'est plutôt l'Etat qui doit diriger le marché. Étant donné que les forces du marché libre ne peuvent engendrer une transformation économique par elles-mêmes, l'État développementiste doit jouer un rôle central dans l'allocation des ressources et dans la coordination efficace des activités économiques clés. Ceci est particulièrement pertinent pour le développement des infrastructures, du capital humain et du marché financier ainsi que la mise en place d'installations de production dans les secteurs agricole et industriel. Les problèmes de défaillance du marché abondent dans ces domaines, nécessitant une intervention positive de l'État.

L'autre argument de notre regretté premier ministre est d'obtenir le juste prix ou d'obtenir le droit fondamental. Le modèle néolibéral donne la priorité au juste prix qui est déterminé par le système de marché. Il soutient que le juste prix encourage les producteurs à produire plus de biens et de services, ce qui entraîne une croissance économique. Contrairement à cet argument, Meles a placé l'obtention du droit fondamental comme priorité. Meles a accordé plus d'importance aux déterminants non liés aux prix tels qu'infrastructure, développement social, information sur les marchés et la technologie.

Dans l'un de ses discours, Meles a dit qu'il trouvait l'expression «établir les droits élémentaires», très intéressante pour deux raisons. Premièrement, l'orthodoxie dominante en Afrique a réduit l'expression «établir les droits élémentaires» à simplement «obtenir des prix adéquats». Les réformes adoptées et imposées en Afrique depuis les années 80 étaient basées sur le Consensus de Washington, qui impliquait fortement que ce que tout ce que les gouvernements avaient ou devaient faire, était d'obtenir des prix corrects et de laisser toutes les activités de développement au marché et au secteur privé. Cette orthodoxie politique est en partie responsable des deux décennies que l'Afrique a perdues dans ses efforts de développement. Pour Meles, bien faire les choses va bien au-delà du «juste prix». En d'autres termes, il n'est pas possible d'obtenir le prix adéquat sans avoir de meilleures infrastructures, une technologie adéquate et des informations sur le marché. Le seul fait de déréglementer les prix des biens et services ne suffira pas à assurer le juste prix sans la disponibilité des infrastructures de marché. C'est pourquoi notre défunt premier ministre a préconisé l'électrification rurale, la télécommunication, les infrastructures et la technologie pour la croissance économique en Éthiopie.

Pour réduire la contrainte financière, Meles a suggéré que l'on s'appuie sur d'autres sources de financement et que l'on essaye d'obtenir le soutien des pays émergents plutôt que des agences de prêts occidentales. Alors que la mobilisation des ressources intérieures n'était pas ce qu'elle devrait être en Afrique, le Premier Ministre était convaincu que les ressources supplémentaires provenant des banques multilatérales de développement et nécessaires aux investissements infrastructurels n'ont mené nulle part; ceci résulte de « l'attaque contre les Etats africains motivée par les idéologies néolibérales. » Il a plutôt fait pression pour obtenir que le continent dans son ensemble s'engage en tant que groupe avec les pays émergents — le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine — et avoir ainsi un accès direct à leurs épargnes pour investir dans l'infrastructure verte (Addis Fortune, 2011).

Cela implique que Meles a développé un modèle de développement alternatif qui a ouvert la voie à la croissance économique en Afrique en général, et en Éthiopie en particulier. Il a mentionné qu'on n'aide pas les pays Africains à trouver des moyens pour renforcer les capacités de l'Etat et à remédier à ses faiblesses afin qu'il puisse remplir sa fonction transformative avec un certain degré d'efficacité. Au contraire, les prescriptions politiques prônées par les institutions financières internationales ont eu pour effet d'affaiblir l'État et d'établir son impuissance. Un changement radical des prescriptions politiques par rapport à l'Etat est donc une condition pour toute croissance et tout développement significatifs sur notre continent. Dans la section suivante, nous verrons les impacts du modèle de l'Etat développementaliste démocratique sur la transformation économique en Éthiopie.

5. Transformation économique en Ethiopie

L'Ethiopie a introduit un nouveau paradigme de développement en 2002. Meles Zenawi (2006) a dit que l'Ethiopie s'est engagée dans un programme de réforme basé, non sur le modèle néo-libéral, mais sur un autre modèle instaurant un état développementaliste [...] que nous appelons « développementalisme démocratique ». [...] La tâche principale consiste à transformer notre politique économique de la prédominance de la recherche de rente vers une autre politique propice à la création de valeur. L'Ethiopie a changé son modèle de développement après avoir évalué les impacts de l'ajustement structurel effectué entre 1991 et 2002. Le gouvernement a accru son engagement dans l'économie afin de créer un environnement économique approprié au marché.

Le modèle de développementalisme démocratique vise à élaborer un régime politique propre à l'Ethiopie. Il diffère du Développementisme Autoritaire de l'Est de l'Asie qui a repoussé la démocratie par souci de développement ou de « bonne gouvernance » à l'occidental qui exige des nouveaux pays une prompt adoption des principes avancés de gestion. Dans le cas de l'Ethiopie, il n'est pas possible de remettre la démocratie à plus tard pendant la mise en place de l'état développementaliste pour deux raisons fondamentales : premièrement, dans un pays à culture et ethnie multiple comme l'Ethiopie, la démocratie n'est pas une option pour réussir un développement économique rapide ; deuxièmement, contrairement à il y a une trentaine d'années de cela, la démocratie est aujourd'hui considérée comme l'une des composantes du droit fondamental de l'homme. Cette partie examine les impacts de l'état développementaliste sur la transformation économique du pays : croissance économique, développement de la société et des infrastructures.

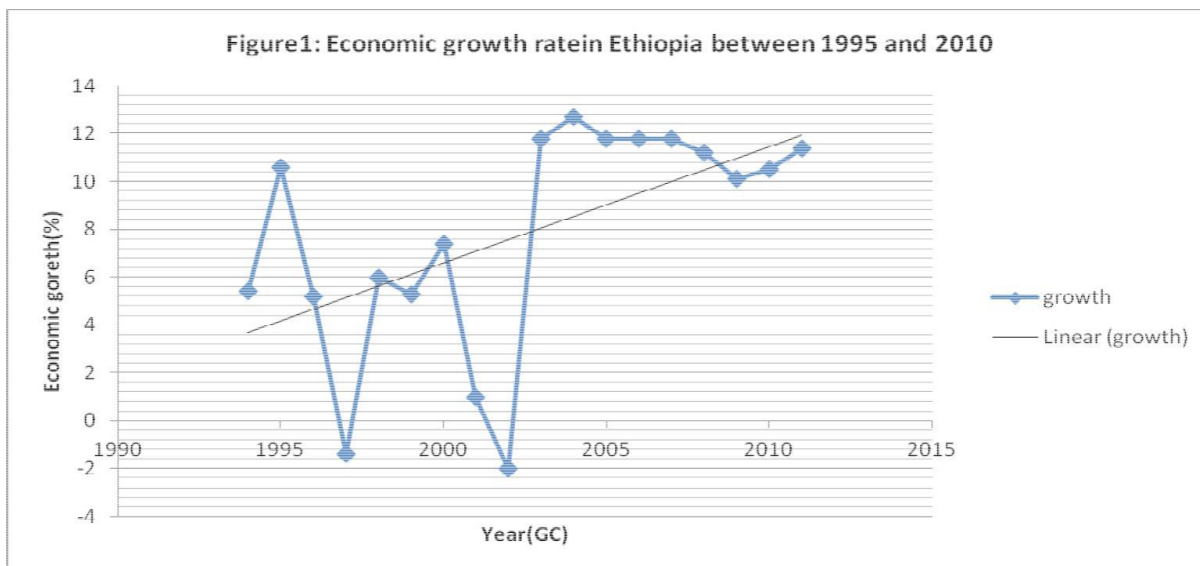
5.1. Croissance économique

L'un des objectifs d'une politique macroéconomique est de parvenir à une croissance économique continue. La croissance économique fait référence à une croissance de la production nationale ou du revenu par habitant. Dans les années 80 et au début des années 90, l'économie éthiopienne avait enregistré une tendance à la baisse avec un taux de croissance de 2,3%. En 1996, le Produit Intérieur Brut (PIB) était de Birr 37 million. Six années plus tard, en 2002, le PIB n'a augmenté que de 30 million, c'est-à-dire, environ 67 million. C'était pendant la période de l'ajustement structurel. Comme on peut le voir dans la Figure 1 ci-dessous, l'économie a présenté une tendance de croissance économique irrégulière. Des données obtenues de diverses sources révèlent que pendant cette période, la croissance

économique de l’Ethiopie était instable démontrant encore une fois que le néolibéralisme est la source de cette irrégularité économique.

Au commencement de l’état développementiste, le produit national était de Birr 67 million. Pendant une même période, c’est-à-dire après six ans, le produit du pays a fait un bond de Birr 131 million. Durant ces années, le pays a produit Birr 64 million de plus. En 2010, le pays a pu produire Birr 159 million de PIB, ce qui signifie qu’après avoir introduit le modèle de l’état développementiste, le pays a pu produire plus de Birr 11 million annuellement comparativement au produit annuel de Birr 3,8 million pendant la période néolibérale. Outre une production nationale plus élevée durant la période de l’état développementiste, le pays a profité d’une croissance économique stable. En 2010, l’économie a enregistré un taux de croissance de 11,4%, marquant ainsi la huitième année consécutive de croissance rapide. De plus, cette croissance continue d’avoir une base diversifiée avec l’industrie, les services et l’agriculture accusant un taux de croissance de 15%, 12,5% et 9% respectivement (OECD, 2012). Cette croissance économique plus élevée et stable a été obtenue par une intervention active de l’état dans l’économie. Tous les secteurs ont contribué à cette croissance économique plus élevée et stable dans le pays.

Même en termes d’évolution de secteur, aucune transformation sectorielle n’a été constatée avant 2002. Mais dans le courant des huit dernières années, la part de l’agriculture a diminué de 46% à 41% en 2010. Même si l’industrie a stagné pendant cette période, pour la première fois dans l’histoire de l’économie de l’Ethiopie, le secteur des services a atteint les 46% de l’économie nationale. La réalisation d’une aussi forte croissance économique en ce moment de crise financière mondiale et un taux d’inflation plus élevé dans le pays révèle que la transformation est possible.

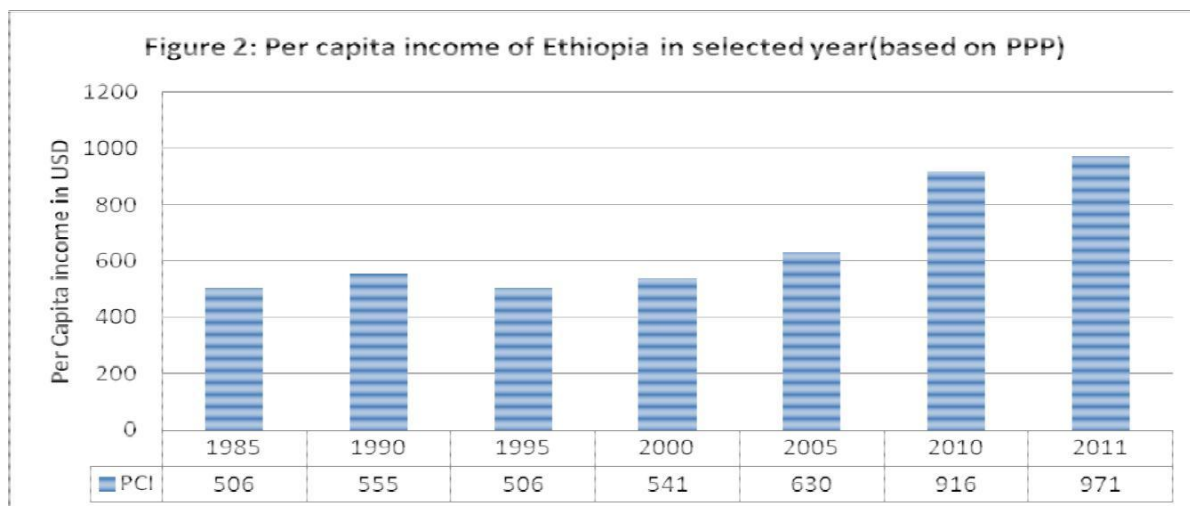


Source: CSAabstract, 2003 and 2011

Comme on peut le voir dans la Figure 2 ci-dessous, le revenu par habitant de la nation ne dépasse pas 600 USD entre 1985 et 2000 basé sur la parité du pouvoir d’achat. Mais quand le pays a commencé à mettre en œuvre la politique de l’état développementiste, le revenu par habitant a commencé à augmenter plus rapidement. Ainsi, le revenu par habitant qui stagnait avant 2000, s’est élevé à 971 USD en 2011. En huit ans, le revenu par habitant a augmenté de plus de 350 USD. Selon le Rapport sur le Développement Humain de 2011, l’Indice de Développement Humain de

l’Ethiopie était de 0,363 montrant une amélioration considérable en IDH. Le pays est au troisième rang parmi les pays dont la croissance annuelle du taux de l’IDH est la plus rapide dans le monde depuis l’an 2000, ce qui signifie que cette croissance est le résultat de la démocratie développementaliste.

Selon Asnake Kefale²¹(2011), le taux de croissance à deux chiffres du PIB que le pays (Ethiopie) a obtenu ces dernières années depuis 2003/04 a renforcé la confiance du gouvernement en son modèle de développement. Cette performance économique a aussi montré le déclin de l’inégalité des revenus au niveau national. L’Enquête sur les Revenus et les Dépenses des Ménages de 2011 a aussi conclu que les inégalités des revenus²², telles qu’elles sont mesurées par le coefficient Gini, ont légèrement diminué de 0,30 à 0,29 entre 2004/05 et 2010/11.



Source: Plusieurs rapports du PNUD

5.2. Développement Social

Nombreux sont ceux qui soutiennent que l’intervention du gouvernement dans l’économie accroît le développement social par le biais de l’allocation de ressources nécessaires à la santé, l’éducation, l’eau potable et autres filets de sécurité sociale. L’absence d’intervention gouvernementale dans l’économie a entraîné une augmentation de l’incidence de la pauvreté et de l’exclusion sociale, vu le nombre de gens privés des bénéfices de la croissance économique. L’état développementaliste se caractérise entre autre par l’amélioration du bien-être social. Le marché ne prend pas soin de ceux qui n’ont pas la capacité de payer le prix du marché. Parfois le marché ne respecte pas nos droits sociaux, à savoir, accès aux services de santé, à l’éducation, à l’eau potable et autres services sociaux. Comme on peut le voir dans le tableau 1 ci-dessous, la couverture sanitaire du pays s’est accrue de 40% en 1995 à 60% en 2002. Cette période n’a vu qu’une augmentation de 20% de la couverture sanitaire, alors qu’entre 2002 et 2010, cette augmentation est de 60% à 89%. En huit ans, le pays a réussi à augmenter sa couverture sanitaire de 29%.

L’introduction d’un programme de vulgarisation sanitaire dans le pays a joué un rôle majeur dans les résultats obtenus en couverture sanitaire. En rapport à la capacité sanitaire, le nombre de centres médicaux qui était de 246 en 1995 a augmenté de 412 en 2002 : en sept ans, le pays a réussi à construire 166 nouveaux centres médicaux ; après 2002, le

²¹ Professeur Assistant en Science Politique et Relations Internationales, Addis Ababa University

²² L’inégalité reste plus élevée en milieu urbain qu’en milieu rural

pays a pu construire plus de 1500 centres médicaux en huit ans. Quant aux hôpitaux, 42 ont été construits dans la même période de 7 ans et 85 autres jusqu'en 2002. Ce succès obtenu dans le secteur de la santé ne vient pas du principe de l'offre et de la demande du marché mais plutôt de l'intervention active du gouvernement par son élaboration du Programme de Développement du Secteur de la Santé (HSDP).

Dans le domaine de l'éducation aussi, les années entre 2002 et 2010 ont été les témoins de construction massive d'établissements scolaires et d'un accroissement du nombre d'étudiants. Le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 30500 en 1995 à 77100 en 2002 dont 27000 étudiants nouvellement inscrits. En 2010, le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur a atteint 260000 : en huit ans seulement, les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont augmenté de 130000. Une telle augmentation de l'effectif des étudiants dans l'enseignement supérieur est aussi due à l'action du gouvernement visant à promouvoir l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays

Le modèle néolibéral de développement seulement recommande l'action gouvernementale dans l'éducation primaire plutôt que l'enseignement supérieur. Une telle approche tend à accroître l'inégalité de revenus et à priver la nation de son droit à l'enseignement universitaire. L'Ethiopie, état développementiste, met à disposition de la nation entière l'accès à l'enseignement supérieur au lieu de réserver celui-ci à ceux qui ont la capacité de payer pour ce service.

Tableau 1: Développement social en Ethiopie avant et après l'état développementiste

S.N	Indicateur	Avant		Après	
		1995	2002	2005	2010
Développement du secteur de la Santé					
	Couverture sanitaire	40	60	71	89
	Nombre de dispensaires	246	412	644	1,787
	Nombre d'hôpitaux	73	115	131	200
	Taux de mortalité maternelle	1400	-	871	590
	Taux de mortalité infantile	161.3	-	121.0	105.9
Développement du secteur de l'Education					
	Taux d'inscriptions en primaire (%)	36.6	61.6	69	88
	Taux d'inscriptions dans le secondaire (%)		17.1	25	38.1
	Nombre d'étudiants dans le supérieur	30538	77077	91655	260,241
	Nombre total d'écoles	10772	12,962	17,692	30,301*
	Nombre total d'enseignants	105892	146,626	194,459	323,576*
Approvisionnement en eau potable					
	A l'échelon national	19.1	34	35.9	68.5
	En milieu rural	9.6	25	25.2	65.8
	En milieu urbain	72.1	85	92.4	91.5

S.N	Indicateur	Avant		Après	
		1995	2002	2005	2010
Incidence de pauvreté					
	A l'échelon national (%)	0.495	0.419	0.380	29.6
	En milieu rural (%)	0.516	0.411	0.385	30.4
	En milieu urbain (%)	0.365	0.467	0.353	25.4

*- Chiffres de 2008/09

Source: CSA, 2003, 2006 and 2011

Le développement social sous l'état développementiste ne se limite pas seulement aux secteurs de l'éducation et de la santé mais inclut aussi les autres composantes du développement social. Dans le tableau 1 ci-dessus, on peut voir les performances dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable dans le pays : ceci constitue une cible primordiale de développement car il a un impact important sur la santé et le progrès économique. La réussite dans ce domaine peut contribuer au développement social de grande envergure dans le pays et réduire l'incidence de la pauvreté. Cette incidence de la pauvreté qui était de 49,5% en 1995 a été réduite à 41,9% en 2002, montrant une diminution d'environ 8% en sept ans. Mais l'état développementiste a permis une réduction de 41,9% en 2002 à 29,6% en 2010, ce qui représente une diminution d'environ 11,3% au cours de cette période.

L'étape de l'état développementiste a permis au pays de réduire l'incidence de la pauvreté d'environ 20%. Dans le même nombre d'années, à cause de divers changements opérés dans les paradigmes de développement, l'Éthiopie a pu connaître une bien meilleure amélioration du bien-être social qui a apporté un développement social apprécié dans le pays. L'espérance de vie à la naissance a fortement baissé dans les années 80 de 52 ans en 1984 à 46,4 ans en 1991, probablement à cause de la pandémie du VIH/SIDA (Forum for the Environment, 2009), la guerre civile et la famine. Les services de soin de santé ainsi que les mesures de développement prises par le gouvernement éthiopien depuis le début des années 90 ont amélioré l'espérance de vie de 46,4 ans en 1991 à 59,3 ans en 2011. Par ailleurs, malgré le cycle régulier de la sécheresse dans certaines zones du pays, le nombre des personnes bénéficiant des mesures d'urgence a diminué de 15 million en 2003 à tout au plus 5,6 million (USAID, 2012).

5.3. Développement des infrastructures

Les infrastructures sont les structures physiques de base et les structures organisationnelles nécessaires au fonctionnement d'une société ou d'une entreprise, ou bien les services et les installations qu'il faut pour qu'une économie fonctionne. En général, ils peuvent se définir comme un ensemble d'éléments structurels interconnectés qui offrent un cadre destiné à soutenir toute une structure de développement. En général, le terme 'infrastructure' désigne les structures techniques qui servent d'appui à une société, à savoir, routes, ponts, réseaux électriques, télécommunications, etc. et peut se définir comme 'les composantes matérielles inter-reliées' qui offrent des produits et des services essentiels pour permettre, maintenir et améliorer les conditions de vie sociale dans le pays.

La disponibilité de ces infrastructures accroît la production et la productivité. Par ailleurs, quand les infrastructures sont efficaces et facilement accessibles, elles réduisent le coût de production, ce qui réduit le prix des produits et des services. Ceci améliore le pouvoir d'achat de la société. Par rapport aux autres pays en développement, l'Éthiopie se caractérise comme disposant de moins d'infrastructures. Une telle situation représentait un obstacle au développement économique et social du pays. En Éthiopie, les infrastructures avaient contribué un taux annuel de 0,6% à la croissance du produit intérieur brut par habitant pendant la dernière décennie. Elever le niveau d'équipement en infrastructures à celui des pays à revenu intermédiaire de la région permettrait de relever la croissance annuelle de 3% de plus (Banque Mondiale, 2010). Ayant compris cela, le Gouvernement Éthiopien a engagé un développement extensif des infrastructures dans le pays. Cette section traitera de la construction de route, de la communication et de centrales hydrauliques.

5.3.1. Transport et communication

Les réseaux de transport et de communication sont des infrastructures d'une économie moderne. Les avantages sociaux obtenus par le transport et la communication sont plus élevés comparés aux avantages privés et, de ce fait, ce secteur du transport et de communication a bénéficié de plus d'investissement du gouvernement éthiopien. On estime qu'un secteur bien développé de transport routier et de communication accélère le processus de croissance par le biais d'une variété d'activités de développement entreprises par le pays. Parmi celles-ci, l'une des plus importantes est la création d'opportunités d'accès au marché pour les produits agricoles. De plus, ils sont essentiels pour l'expansion de l'éducation, la prestation de services de santé, la facilitation du commerce - aussi bien à l'intérieur du pays que sur le marché de l'exportation - et la prestation de services aussi bien publics que privés, y compris les services bancaires et les assurances, pour les pauvres et la population rurale marginalisée.

En 1995, l'ensemble du réseau routier totalisait 23000 km et atteignit 30800 km en 2002. Pendant cette même période, le réseau rural s'est développé de 7000 km avec une construction annuelle de 870 km. Mais entre 2002 et 2010, le réseau routier est passé de 30000 km en 2002 à 49000 km en 2010.²³ En l'espace de huit ans, le réseau routier s'est étendu de 19000 km, ce qui représente une croissance annuelle de 2300 km. Une telle expansion de la construction routière ne s'est pas réalisée par l'application des principes du marché mais par une intervention active du gouvernement qui a élaboré une politique et investi massivement. Le secteur privé ne voyait aucun intérêt à dépenser de l'argent dans la construction routière en Éthiopie à cause de la défaillance du marché. Il est probable que ce scénario persiste dans le futur proche. La responsabilité de l'expansion du secteur routier continuera donc à relever de l'état développementiste, du moins dans le moyen terme, en Éthiopie.

'Communication' fait référence au flux de l'information d'un endroit à un autre. La disponibilité d'une information au bon endroit au bon moment accélère le développement économique en améliorant la productivité et la production. Je fais référence ici à l'internet et aux abonnés des téléphones mobiles. En 1995, il n'y avait ni internet ni de téléphones mobiles. En 2003, les connexions internet comptaient environ 9500 abonnés - nombre qui a atteint 128 700 en 2010.

²³ En 2011, le réseau routier éthiopien a atteint 53 143 KM (NBE, 2012)

En huit ans seulement, le nombre d'abonnés a augmenté de 119000 avec 14000 nouveaux abonnés par an. Dans le même temps, le nombre d'abonnés aux téléphones mobiles est passé de 51000 à 10 million. Entre 1995 et 2002, le nombre de nouveaux abonnés était seulement de 51000 soit 0.4% de nouveaux abonnés entre 2002 et 2010. En d'autres termes, le nombre d'abonnés mobiles pendant l'étape de l'état développementiste était de 200% supérieur à la période néolibérale.

Tableau 2: Développement du Transport et Communication entre 1995 et 2010

S.N	Indicateur	1995	2002	2005	2010
1	Total de réseau routier (km)	23812	30871	42370	49000 ²⁴
2	Abonnés au réseau Internet	0	9534	25724	128764
3	Abonnés au réseau Mobile	0	51234	866700	10526190

Source: NBE, 2012

Une telle performance n'est pas appréciée par quelques universitaires comme Professeur Dambisa Moyo²⁵, qui a déclaré que le gouvernement éthiopien n'est pas disposé à privatiser 'Ethiopia Telecom' pour restreindre la liberté de ses citoyens. Pour de tels intellectuels, la cession de 'Ethiopia Telecom' est la solution miracle pour le développement du secteur de la communication dans le pays et représente aussi l'exercice de la liberté du citoyen. Mais les données révèlent que le résultat obtenu entre 2002 et 2010 n'est pas le fait du secteur privé mais relève de l'action de l'entreprise publique. Personnellement, je ne pense pas que la cession de l'entreprise publique au privé constitue la solution pour le développement du secteur de la télécommunication en Ethiopie.

Je suis vraiment convaincu qu'il est possible d'améliorer le fonctionnement de Ethiopia Telecom en modernisant ou en sous-traitant sa pratique d'administration sans procéder à une cession. Par exemple, selon le NBE (2012), le secteur a obtenu un profit de 6.9 milliard Birr en 2011 qui sera utilisé pour le développement rural du pays. Si Ethiopia Telecom était géré par le secteur privé, ce profit aurait été utilisé en grande partie en tant qu'un retour d'investissement privé et non social tel qu'électrification rurale et construction de route.

5.3.2 Construction de centrale hydroélectrique

La croissance économique du pays dépend de la disponibilité de source d'énergie dans l'économie. L'économie éthiopienne dépend fortement des sources traditionnelles qui utilisent les sources d'énergie du pays. La dépendance sur l'énergie provenant du bois a augmenté la déforestation et la dégradation du sol dans le pays. Le gouvernement actuel a donc élaboré une politique énergétique qui vise à accroître et à diversifier les sources d'approvisionnement énergétique dans le pays. Avant 2002, le pays ne produisait que 478 MW. Entre 1991 et 2002, l'économie nationale n'obtenait que 226 MW, c'est-à-dire la production annuelle de l'énergie hydraulique n'était que de 19 MW. Mais après

²⁴ Le rapport intérimaire annuel révèle que le réseau routier a atteint 52042 km

²⁵ Professeur Dambisa Moyo est l'auteur du livre "DEAD AID" in Africa

2002, en l'espace de dix ans seulement, le pays est parvenu à produire 1460 MW, c'est-à-dire, le gouvernement a pu produire annuellement 146 MW.

Le pays est maintenant capable de produire environ 2000 MW sans compter les projets en construction. En incluant l'énergie hydraulique en construction, la production d'énergie hydraulique atteindra 9808 MW. Pendant les années PASDEP²⁶ (2005-2010), l'Ethiopian Electric Power Corporation (EEPCO) a étendu les lignes électriques de 8380 km (2004/5) à 12 147 km (2009/10) quand les lignes des sous-centrales d'énergie électrique se sont multipliées de 25.000 km à 126.038 km. Je présume que ce résultat ne vient pas de la politique néolibérale de Milton Friedman qui dit que les marchés assurent de manière efficace les bases pour les besoins de l'économie. Cet incroyable approvisionnement en énergie hydraulique s'est passé en Ethiopie découlant de l'intervention du gouvernement dans l'économie dans un secteur où le secteur privé ne pouvait agir.

Tableau 3: Le scénario de l'énergie hydraulique avant et après 2002

S.N	Centrale hydraulique achevée avant 2002			Centrale hydraulique achevée après 2002		
	Centrale électrique	Capacité	Achevée en	Centrale électrique	Capacité	Achevée en
1	Koka	43.2	1960	Gilgel Gibe I	184	2004
2	Tis Abay I	11.4	1964	Tekeze	300	2009
3	Awash II	32.0	1966	Gilgel Gibe II	420	2010
4	Awash III	32.0	1971	Tana-Beles	460	2010
5	Fincha	134	1973	Fincha-Amerti Nesh	97	2012
6	Melka Wakana	153	1998	Gilgel Gibe III	1870	En construction
7	Tis Abay II	73	2001	Grand Ethiopian Renaissance Dam	6000	En construction
	Total	478		Total	1460	

Source: EPA, 2012

A part le développement économique, le pays a aussi vu un développement du secteur financier, une hausse de la mobilisation des ressources publiques et un nombre accru de sociétés dans le secteur privé. En Ethiopie, les banques privées sont, à présent, au nombre de 14 environ et il y a aussi près de 30 institutions de microfinance en 2011. Le nombre des agences bancaires est passé de 562 en 2007 à 970 en 2010. De la même manière, la capacité de mobilisation des ressources nationales est passée de 11 milliards Birr en 2002 à 45.3 milliards Birr en 2010. Le secteur privé a aussi vu une augmentation en nombre dans le secteur manufacturier. Par exemple, en 2011, le nombre dans le secteur manufacturier privé était de 766. Neuf ans après, ce chiffre est monté à 1766. Au cours de la même période, le secteur manufacturier public a progressé de 143 à 164. Pendant le stade de l'état développementiste en Ethiopie, on a constaté un accroissement supérieur du nombre des entreprises du secteur privé par rapport à celui des entreprises du secteur public. Autrement dit, l'état développementiste est le havre du développement du secteur privé en Ethiopie.

²⁶ PASDEP : Plan pour un Développement Accéléré et Durable pour mettre fin à la Pauvreté

6. Conclusion et recommandation

Un paradigme de développement fait référence à un ensemble complet de pensée qui donne une politique efficace et une institution visant l'amélioration du bien-être des sociétés. Les deux principaux types de paradigme de développement sont le paradigme néolibéral et le paradigme développementiste. Le premier préconise une intervention minimale du gouvernement et le second prône une intervention accrue du gouvernement. Le paradigme de développement néolibéral a été rejeté par notre défunt premier ministre, Meles Zenawi. Contrairement aux autres dirigeants africains, Meles Zenawi a critiqué l'état développementiste néolibéral et a proposé en échange, l'état développementiste démocratique

Selon Meles, l'état développementiste démocratique comporte l'idée que l'intervention de l'état est nécessaire, pas seulement pour remédier aux carences du marché dues aux ressources financières limitées, aux facteurs externes et les progrès technologiques, mais aussi pour parvenir à une accumulation à long terme de capital et réaliser les objectifs de développement au bénéfice de la société tout entière. Notre défunt premier ministre a vigoureusement prôné l'état développementiste démocratique qui concentre les interventions de l'état dans le domaine des infrastructures et l'accumulation des compétences technologiques. Pendant ces deux dernières décennies, plusieurs procédés et structures ont été mis en place en Ethiopie pour aider les millions de pauvres à se libérer du cycle intergénérationnel de la pauvreté. Les investissements dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont été augmentés proportionnellement et les indicateurs de développement humain ont été améliorés. De tels efforts de la part du gouvernement ont réellement amélioré le bien-être de la nation en réalisant une croissance économique rapide, plus de développement social et des espérances de vie plus élevées.

Au cours de l'état développementiste, l'économie nationale a connu une croissance économique soutenue couvrant une large base. Cette croissance économique s'est réalisée par le biais d'un aménagement considérable des infrastructures ainsi qu'un développement social. Parallèlement à ces réalisations économiques, le pays doit encore faire face à un double défi : l'inflation et le déséquilibre commercial. Quelques universitaires tiennent l'intervention du gouvernement pour responsable de ces problèmes. Ceci n'indique pas que seuls les mécanismes des marchés peuvent résoudre les problèmes économiques en Ethiopie. La solution, maintenant et dans le futur, c'est d'améliorer la capacité de l'état, de renforcer le côté offre de l'économie et de diversifier les exportations afin de réduire le déficit commercial. Ici la seule solution est l'état développementiste démocratique élaboré par notre héros, le défunt Premier Ministre. Meles nous a déjà indiqué la lumière au bout du tunnel. A partir de maintenant, personne ne peut dérouter l'Ethiopie de son développement social et économique qui a émergé pendant ces huit dernières années.